



PROJET DE MARCHÉ N°B24-10967

**OBJET : ETUDE ET REALISATION D'UN BANC DE
FROTTEMENT**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**,
établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège
social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du
Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par
XXXXX, agissant en qualité de XXXX,

ci-après dénommé « CEA »

d'une part,

ET :

La société Cliquez ici pour taper du texte., au capital de Cliquez ici pour taper du texte.euros,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Cliquez ici pour taper du texte., sous le
numéro Cliquez ici pour taper du texte., ayant son siège social Cliquez ici pour taper du texte.,
représentée par Cliquez ici pour taper du texte., agissant en qualité de responsable commercial de
,

ci-après dénommée « Le Titulaire »

d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - PERIMETRE DU MARCHE ET OPTIONS	4
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
ARTICLE 7 - GESTION DES MODIFICATIONS	8
ARTICLE 8 - REUNIONS.....	8
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES	9
ARTICLE 10 - ECHEANCIER DE FACTURATION.....	12
ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT	13
ARTICLE 12 - PENALITES DE RETARD	13
ARTICLE 13 - CONFORMITES AUX REGLES FISCALES ET SOCIALES	14
ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 15 - REMISE DES LIVRABLES.....	15
ARTICLE 16 - RECETTE USINE.....	16
ARTICLE 17 - LIVRAISON	16
ARTICLE 18 - FORMATION DU PERSONNEL CEA	17
ARTICLE 19 - RECEPTION DE L'EQUIPEMENT	17
ARTICLE 20 - GARANTIE.....	18
ARTICLE 21 - MAINTENANCE (OPTION) ET SUIVI.....	19
ARTICLE 22 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	21
ARTICLE 23 - CORRESPONDANTS.....	21
ARTICLE 24 - CONFIDENTIALITE	21
ANNEXE 1 - PROCES VERBAL DE RECEPTION	25
ANNEXE 2 - ANNEXE FINANCIERE	27

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de confier au Titulaire, l'étude, la conception et la fabrication d'un banc de frottement de laboratoire appliqué aux matériaux énergétiques, ci-après dénommé l'Equipement, pour les besoins du CEA Le Ripault.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) en date du XX/XX/2023, avec faisant partie intégrante :
 - Le cahier des charges référence DO 101 (ci-après dénommé le Cahier des Charges), ses annexes et ses documents applicables,
 - Les dispositions relatives à la Cyber Sécurité jointes au Dossier de Consultation des Entreprises,
- la procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D,
- l'instruction SYM S0201 SPP INQ 09000860 A du 21/12/2009 fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM, complétée par la procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D et la procédure d'intervention des entreprises extérieures en secteur pyrotechnique référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A, (le cas échéant)
- l'instruction SYM.S0201.SPP.INQ.09000860.A fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM
- l'instruction fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur le Centre CEA Le Ripault référencée SYM R0101 YTL STG Q 09 00 001 C du 23/11/2010,
- le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT 08 01 296 B,
- Le règlement intérieur applicable sur le centre Le Ripault, référence SYM D000Y YLR DIR Q19 01 000 A (consultable sur place),
- Les Conditions générales d'achat (CGA) de janvier 2022 (téléchargeables sur le site www.cea.fr Espace entreprises),
- Le Cahier des clauses sociales particulières (C2SP) (téléchargeables sur le site www.cea.fr Espace entreprises),
- A titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée Cliquez ici pour taper du texte. CEA Le Ripault en date du XX/XX/XX.

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent marché ou au dossier de consultation sont consultables sur demande au CEA.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance des documents énumérés ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent marché :

- Annexe 1 : Procès-verbal de réception,
- Annexe 2 : Annexes financières.

ARTICLE 3 - PERIMETRE DU MARCHE ET OPTIONS

3.1 Périmètre du marché

La part ferme comprend :

- L'élaboration d'un dossier technique comprenant l'ensemble des livrables listés au §5.1 du Cahier des Charges,
- La fourniture de l'Equipement et des outillages associés,
- La recette usine,
- La livraison et l'installation de l'Equipement sur le site du CEA Le Ripault,
- Le raccordement de l'Equipement aux différentes utilités,
- La mise en service de l'Equipement,
- Les essais sur site de l'Equipement,
- La formation des utilisateurs,
- La fourniture des logiciels et des licences d'exploitation nécessaires à l'utilisation de l'Equipement,
- La garantie de l'Equipement,

Les options obligatoires sont les suivantes :

- Option n°1 : Installation d'un dispositif pare-éclats sur le banc de frottement,
- Option n°2 : Prestations de maintenance préventive et curative pour une durée trois (3) ans, à l'issue de la période de garantie.

Les options facultatives sont les suivantes :

- Option n°3 : Fourniture et installation de moyens de diagnostics supplémentaires liés au banc d'essais
- Option n°4 : Evolution des caractéristiques du banc de frottement, conformément au §6.4.3.2 du Cahier des charges

3.2 Levée d'option

Pour les options n°1, 3 et 4, le CEA se réserve la possibilité de les lever, par écrit, à la notification du marché ou en cours d'exécution, et au plus tard à la réception du dossier de conception. Dans ce dernier cas, la

décision est communiquée dans le respect du délai de fabrication annoncé par le Titulaire augmenté d'un mois

L'option n°2, relative aux prestations de maintenance, peut être levée par le CEA par lettre recommandée avec avis de réception, au plus tard 1 mois avant la fin de la période de garantie.

Le retard de levée d'option ou l'absence de levée d'option n'ouvre pas droit, pour le Titulaire, à une indemnité d'attente ou de dédit.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

4.1 Durée initiale

Le présent marché a une durée de XX semaines, à compter de la notification du marché.

En cas de levée de l'option de maintenance, celle-ci est prolongée de 3 ans à compter de la fin de la période de garantie de l'Équipement.

4.2 Délais d'exécution

T0 étant la date de notification du présent marché, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

- Remise du dossier d'études T0 + XX semaines,
- Remise du dossier de conception..... T0 + XX semaines,

T1 étant la date d'acceptation du dossier technique complet par le CEA, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

- Approvisionnements principaux de l'Équipement T1 + XX semaines,
- Recette usine T1 + XX semaines,
- Livraison de l'Équipement sur CEA T1 + XX semaines,
- Installation et mise en service sur site de l'Équipement T1 + XX semaines,
- Formation du personnel du CEA T1 + XX semaines,
- Réception de l'Équipement..... T1 + XX semaines,

Le détail de l'ensemble des livrables figure au Cahier des Charges.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1 Obligations du Titulaire

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la fourniture relative au présent marché et respecter cette obligation de résultat.

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution du marché qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

5.2 Collège des entreprises extérieures

Le CEA/Le Ripault a mis en place un collège des entreprises extérieures qui a pour mission d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des interventions des entreprises extérieures dans le respect des principes de prévention, en application du Code du Travail et en particulier des articles L4111-1 à L4111-5 (champ d'application), article L4111-6 (disposition d'application), articles L4121-1 à L4121-5 (obligations de l'employeur), articles L4122-1 à L4122-2 (obligations des travailleurs).

L'adhésion à ce collège est obligatoire.

5.3 Sensibilisation aux risques

Toute entreprise intervenant sur le site du CEA/Le Ripault a obligation de se signaler au CAS (cadre animateur sécurité - bâtiment 402-T.02.47.34.49.49) pour recevoir une sensibilisation aux risques et aux règles de sécurité.

5.4 Gestion des déchets

Le Titulaire doit prendre toutes mesures pour éviter des pollutions éventuelles résultant de l'exécution de ses prestations dans le cadre de ses prestations.

Il est en outre entièrement responsable de l'évacuation de ses déchets hors déchets amiantés selon la procédure en vigueur sur le site du CEA Le Ripault.

Il est rappelé au Titulaire à ce titre que tout matériau ou matériel démonté ne doit pas sortir du site du CEA, sauf accord préalable de reprise de matériel stipulé dans le marché. Les déchets contenant de l'amiante seront traités selon les dispositions prévues au Cahier des charges.

Le Titulaire devra prendre ses dispositions pour protéger matériels et matériaux de tout vol ou dégradation.

5.5 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA met à disposition du Titulaire les documents ou informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprochent pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

6.1 Contraintes informatiques liées à des problématiques de cybersécurité

Afin de respecter l'obligation réglementaire édictée par l'Instruction Interministérielle n°901 relative à la protection des systèmes d'information sensibles, et conformément aux indications figurant au Cahier des Charges, le Titulaire doit impérativement s'assurer que son Equipement répond à l'ensemble des exigences figurant dans le dossier transmis avec le DCE.

6.2 Conformité aux normes

L'Equipement doit être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et dans l'Union Européenne, notamment au niveau sécurité électrique. Il doit présenter une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il doit être en tout point conforme aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Equipement doit être accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Sont également joints, les certificats de conformité et toute attestation spécifique ou réglementaire relatifs à l'équipement ou élément de l'équipement.

6.3 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation.

6.4 Matériel du Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

6.5 Horaires

L'accès de l'Etablissement est libre pour les salariés CEA les jours ouvrés du lundi au vendredi, sans autorisation particulière, de **7h00 à 19h42**.

Pour les **salariés des entreprises extérieures**, l'accès de l'Etablissement est libre les jours ouvrés, sans autorisation particulière, de **7h30 à 18h30**.

En dehors de ces plages horaires, l'accès est conditionné par l'acceptation d'une demande de « travail hors cloche » ou par autorisation spécifique (astreinte).

Les jours de fermeture sont communiqués au Titulaire, à sa demande.

ARTICLE 7 - GESTION DES MODIFICATIONS

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre du marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire de l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du marché.

Pendant l'exécution du marché, le CEA pourra prescrire au Titulaire les modifications de toute nature qui lui paraissent utiles. Réciproquement, le Titulaire pourra soumettre également au CEA des modifications s'avérant indispensables à la bonne réalisation du marché. Ces modifications devront faire l'objet de propositions écrites motivées adressées au CEA.

Dans tous les cas, seul le CEA a la prérogative pour la prise en compte d'une modification.

Les demandes de modification prescrites par le CEA feront l'objet de l'établissement d'une Fiche de Modification (FM), dont le modèle figure en Annexe 3 du marché.

Modalités de notification des modifications

Tout début d'exécution des prestations de modification doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du CEA qui précisera le contenu des prestations, le montant total des prestations et le délai de réalisation, convenu avec le Titulaire ainsi qu'à l'échéancier de paiement associé.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations de modification notifiées par le CEA.

Les modifications ne pourront être prises en compte financièrement au titre de la part estimative que dans la limite du montant plafond correspondant, défini à l'article « Dispositions financières ».

Au-delà de ce plafond, les incidences financières des modifications en plus ou en moins feront l'objet d'un avenant au marché, regroupant les FM, qui permettra les règlements supplémentaires éventuels, établi au plus tard à l'échéance du marché.

ARTICLE 8 - REUNIONS

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiennent des réunions, dans les locaux du CEA ou du Titulaire, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

8.1 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement est effectuée, au plus tard deux semaines après la notification du marché par les Parties, dans les locaux du CEA ou du Titulaire.

Cette réunion a pour but de :

- Présenter les intervenants et l'organisation mise en place au niveau du CEA et du Titulaire ;
- Rappeler les principales exigences techniques de la fourniture ;
- Fournir la documentation « de base » nécessaire au démarrage du marché ;

- Expliciter les moyens de récupération de l'information, les formats d'échange, les modalités des réunions techniques d'avancement ;
- Rappeler le planning global de l'affaire.

8.2 Réunions d'avancement

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties peuvent tenir des réunions dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord, conformément au planning d'avancement fourni par le Titulaire et accepté par le CEA.

Ces réunions auront pour but de :

- Suivre les divers jalons contractuels,
- Echanger sur les éventuels points de blocage,
- Valider les futures actions à mener, le cas échéant.

Le contenu et la fréquence de ces réunions sont déterminés lors de la réunion d'enclenchement.

Toutefois, les interlocuteurs techniques peuvent se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou de l'autre Partie par échange de correspondances.

La cadence des réunions de suivi est la suivante :

- Une réunion d'avancement en présentiel au terme de chaque phase ;
- Des réunions téléphoniques de suivi (ou visio-conférences) seront organisées régulièrement au cours du marché (une par mois au minimum).

8.3 Compte-rendu

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, le compte-rendu est signé par les Parties et diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES

9.1 Montant total du marché

Le montant total du présent marché, part ferme, s'élève à la somme de XX € HT (xx euros hors taxes). Il s'entend ferme et forfaitaire.

Le montant total forfaitaire du présent marché, si toutes les options sont levées, s'élève à la somme de XXX euros hors taxes (XXX euros hors taxes).

En cas d'atteinte de la valeur plafond de la part estimative, le montant total estimé du présent marché s'élève à la somme de XX€ HT (xx euros hors taxes), toute sujétion incluse.

9.2 Décomposition du montant du marché

9.2.1 *Part ferme*

Le montant ferme et forfaitaire de du présent marché s'élève à la somme de Cliquez ici pour taper du texte. euros hors taxes (Cliquez ici pour taper du texte.euros hors taxes).

9.2.2 *Options*

- Option n°1 (obligatoire) : **Installation d'un dispositif pare-éclats sur le banc de frottement**

Le montant forfaitaire est fixé à la somme de XXX euros HT (XXX euros Hors Taxes).

- Option n°2 (obligatoire) : Maintenance préventive et curative pour une durée de 3 ans

Le montant forfaitaire de l'option relative à la maintenance est fixé à la somme de XXX euros hors taxes (XXX euros hors taxes).

Ce montant se décompose comme suit :

- 1ère année : XXX euros HT,
 - 2ème année : XXX euros HT,
 - 3ème année : XXX euros HT.
- Option n°3 (facultative) : **Fourniture et installation de moyens de diagnostics supplémentaires liés au banc d'essais**

Le montant forfaitaire est fixé à la somme de XXX euros HT (XXX euros Hors Taxes).

- Option n°4 (facultative) : **Evolution des caractéristiques du banc de frottement, conformément au §6.4.3.2 du Cahier des charges**

Le montant forfaitaire est fixé à la somme de XXX euros HT (XXX euros Hors Taxes).

9.2.3 *Part estimative « gestion des modifications »*

Le montant plafond de la part estimative du présent marché est fixé à la somme de 10% du montant HT du marché part ferme, soit XX € HT (xx euros hors taxes).

Ce montant permet de rémunérer les FM, conformément à l'article 7.

Ce montant ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA vis-à-vis du Titulaire. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

En aucun cas le montant cumulé des FM notifiées au Titulaire dans le cadre de la part estimative ne pourra dépasser le montant plafond indiqué ci-dessus.

9.3 Régime fiscal

Pour la partie fourniture :

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à TVA.

Pour la partie études/conception et prestation de maintenance :

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

9.4 Actualisation des prix

Les prix du Marché sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (soit **XXXX 20XX**).

A la demande écrite du Titulaire dans un délai maximum de 4 semaines à compter de la date de notification du marché, les prix de l'Équipement sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois de remise de l'offre et la date de notification du marché. L'actualisation se fait aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de notification du marché, selon les modalités visées ci-après.

Le coefficient d'actualisation C applicable pour le calcul des prix actualisés est donné par la formule :

$$C = 0,60 \times (ME / ME_0) + 0,40 \times (ICHT-IME / ICHT-IME_0)$$

$$P = P_0 \times C$$

dans laquelle :

C	coefficient de révision
P ₀	Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre
P	Prix actualisé
ME ₀	Valeur de l'indice de « production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés - Machines et équipements n.c.a, » au mois de (mois de remise de l'offre) Identifiant INSEE : 010535616
ICHT-IME ₀	Valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques » au mois de (mois de remise de l'offre) Identifiant INSEE : 001565183
ICHT-IME ME	Valeurs connues de ces indices trois mois avant la date de notification du Marché

ARTICLE 10 - ECHEANCIER DE FACTURATION**10.1 Part ferme****10.1.1 *Phase étude et conception :***

Les facturations relatives à l'exécution de la part étude et conception du présent marché sont établies de la façon suivante :

- 50 % du montant total Hors Taxes de la part étude et conception à la remise des études et après acceptation par le CEA Le Ripault (validation du dossier technique complet), soit __ Euros Hors Taxes euros (correspondant au poste XX de la commande SAP),
- 50 % du montant total Hors Taxes de la part étude et conception à la remise des documents de conception et après acceptation par le CEA Le Ripault (validation du dossier technique complet), soit __ Euros Hors Taxes euros (correspondant au poste XX de la commande SAP),

10.1.2 *Phase de fabrication (y.c options n°1, 3 et 4 le cas échéant) :*

- 20 % du montant total Hors Taxes relatif à la phase de fabrication au titre du constat d'approvisionnement, contre remise des justificatifs et après validation par le CEA Le Ripault, soit __ Euros Hors Taxes euros (correspondant au poste XX de la commande SAP),
- 20 % du montant total Hors Taxes relatif à la phase de fabrication après signature contradictoire du PV de recette usine, soit __ Euros Hors Taxes euros (correspondant au poste XX de la commande SAP),
- 30 % du montant total Hors Taxes relatif à la phase de fabrication à la livraison après signature contradictoire du bon de livraison, soit __ Euros Hors Taxes euros (correspondant au poste XX de la commande SAP);
- 30 % du montant total Hors Taxes relatif à la phase de fabrication après signature contradictoire du procès-verbal de réception (recette site et formation aux utilisateurs), soit __ Euros Hors Taxes euros (correspondant au poste XX de la commande SAP).

10.2 Option n°2 relative à la maintenance (en cas de levée de l'option)

Les facturations relatives à l'exécution des prestations de maintenance, sont établies semestriellement, à terme échu, après acceptation des prestations correspondantes par le CEA.

10.3 Prestations sur devis forfaitaires préalables (part estimative liée aux modifications)

Les facturations relatives à l'exécution des prestations à la demande sont établies à terme échu après acceptation des prestations correspondantes par le CEA.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT

Les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : CER-D (Le Ripault),
- la référence complète du marché (numéro d'engagement), à savoir : 4600xxxxxx,
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée,

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que la facture.

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

ARTICLE 12 - PENALITES DE RETARD**12.1 Modalités d'application des pénalités de retard et plafond**

En cas de retard du Titulaire ou en cas de non-respect par le Titulaire des délais définis par le présent marché, des pénalités sont appliquées conformément aux dispositions de l'article 24 du chapitre 9 « Délais » des Conditions générales d'achat aux marchés passés par le CEA.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- Toutes cumulables,
- Applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA.

12.2 Pénalités pour retard d'exécution :

Si le Titulaire ne réalise pas la prestation dans les délais prévus l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1 pour mille (1/1000) du montant total Hors Taxes du marché par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

12.3 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie et de maintenance (option) :

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus aux articles « Garantie » et « Maintenance » du présent marché, celui-ci sera passible d'une pénalité de cinq cents Euros (500 euros) par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

ARTICLE 13 - CONFORMITES AUX REGLES FISCALES ET SOCIALES

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA tous les six mois à compter de la signature du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du Travail,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecterait pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent marché sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire du marché ne peut sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du marché avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraînera la résiliation du présent marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA et peut être suivi de l'expulsion du Titulaire.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire demande au BACO la déclaration de sous-traitance et la remet complété et signé au BACO par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15 - REMISE DES LIVRABLES

15.1 Généralités

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance attachée à la remise dans les délais fixés des documents techniques demandés au Cahier des charges (dossier de conception, plans, bilan de puissance électrique de l'équipement...), ces documents étant indispensables au suivi technique et à l'exercice des garanties.

En conséquence, tout retard dans la remise de ces documents qui conditionne la réception technique entraînera l'application des pénalités prévues au présent marché.

En outre, tout dommage résultant d'une erreur de son fait liée à l'absence des plans et documents techniques, soit à leur non mise à jour, entraîne la mise à la charge du Titulaire de tous les frais de remise en état, ainsi que le maintien de tous droits de garantie.

Les documents sont remis sous le format imposé par le CEA et au plus tard avant la réception de l'Équipement.

15.2 Livrables exigés

Les livrables sont expressément listés dans le Cahier des Charges

15.3 Validation des livrables

Le Titulaire soumet les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prend en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. Ces rectifications doivent également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

15.4 Format et supports

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA sont réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, sont remis en 2 exemplaires papiers et un exemplaire CD ROM (dans une version modifiable et une version non modifiable type PDF).

Les livrables validés sont remis au CEA sous la forme de 2 tirages sur support papier et d'un exemplaire CD ROM.

15.5 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA pour l'exécution du Marché sont rendus à ce dernier à l'échéance du marché, quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 16 - RECETTE USINE

L'Équipement réalisé par le Titulaire au titre du présent marché fait l'objet d'essais et de contrôles techniques en usine qui ont pour but de constater que l'Équipement atteint les performances et/ou les caractéristiques figurant dans le Cahier des charges.

Ces essais et contrôles techniques sont effectués par le Titulaire en présence d'un représentant CEA. Le Titulaire est tenu d'aviser le CEA quinze (15) jours ouvrés à l'avance de la date prévue pour ces essais et contrôles.

Ces essais et contrôles techniques, dont la date est fixée d'un commun accord, sont contradictoires et donnent lieu à la signature d'un procès-verbal entre les responsables du Titulaire et du CEA.

Ils ne dégagent en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité du matériel à l'ensemble des textes en vigueur, notamment en matière de santé et de sécurité au travail, à l'obligation de fournir les certificats correspondants et plus généralement sa responsabilité au titre des obligations contractuelles.

Le Titulaire ne peut procéder à l'expédition de l'Équipement avant la levée de toutes les réserves éventuellement mentionnées sur le procès-verbal ou avant l'accord explicite du CEA.

ARTICLE 17 - LIVRAISON

L'Équipement est livré au CEA au bâtiment XX sur autorisation du CEA

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, emballage, assurance et déchargement jusqu'à la livraison de l'Équipement à l'adresse ci-dessous.

Adresse de Livraison :

CEA Le Ripault
Réception marchandises Bât 605 – 8h00/12h00
Place Raoul Dautry
37260 MONTS
Palettes EUR OU EPAL Uniquement

Identification des colis par étiquetage apparent comportant obligatoirement :

- Numéro de Commande (Cliquez ici pour taper du texte.),
- Unité demandeuse (DXPL/SCEME),
- Destinataire final (Etienne GENDRE),
- Point de déchargement (Cliquez ici pour taper du texte.),
- Désignation succincte de la fourniture.

Toute livraison dépassant les caractéristiques ci-dessous devra être acheminée par le transporteur jusqu'au client CEA.

- Dimension des colis palettisés : Surface maxi : 80cmx120 cm – hauteur maxi 160cm (Palettes EUR/PAL),
 - Nombre de palettes en livraison simultanée : 4,
 - Poids autorisé par palette : maxi 600kg.
 - Le titulaire devra impérativement faire figurer sur le colis un « bon de livraison » indiquant le numéro de commande référencé ci-dessus

Lors de la livraison, prévenir 10 jours avant la livraison [Cliquez ici pour taper du texte.](#) pour l'accès au bâtiment de livraison situé à l'intérieur du site.

Pour cette demande d'accès les noms, prénoms, date et lieu de naissance du livreur vous seront demandés lors de la prise de rendez-vous.

La livraison donne lieu à la signature contradictoire d'un bon de livraison.

ARTICLE 18 - FORMATION DU PERSONNEL CEA

Le Titulaire s'engage à assurer la formation du personnel CEA chargé d'utiliser l'Équipement, ses accessoires et ses outillages associés, ainsi qu'aux travaux de maintenance conformément aux dispositions prévues dans le Cahier des charges et dans son offre.

Le Titulaire s'engage à fournir une formation des utilisateurs, toute la documentation afférente, rédigée en langue française et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

ARTICLE 19 - RECEPTION DE L'EQUIPEMENT

Montage

La prestation de montage est régie par les dispositions de l'article 32.2 des CGA et est réalisée par le Titulaire au bâtiment XX du CEA Le Ripault.

Essais sur site

Les essais sur site sont effectués conformément aux prescriptions définies notamment par le Cahier des charges, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais sont réalisés par le Titulaire conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable du CEA un mois avant la réalisation de ceux-ci.

Réception

La réception de l'Équipement est prononcée après livraison, installation, mise en service, essais sur site satisfaisants, formation aux utilisateurs et fourniture des livrables et de la documentation, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties conformément à l'annexe 1 du présent marché.

La réception emporte transfert de propriété de l'Equipement au bénéfice du CEA.

ARTICLE 20 - GARANTIE

21.1 Durée de la garantie

La garantie (pièces, logiciels, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de 12 mois fermes à compter de la date de réception de l'Equipement, porte sur l'ensemble de l'Equipement et s'exerce conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

21.2 Périmètre de la garantie de l'Equipement

La garantie concerne la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans le Cahier des charges, dont le CEA peut attester de la manifestation, et leurs corrections.

21.3 Délais d'intervention et de réparation pendant la garantie

Pendant la période de garantie de l'Equipement, le Titulaire s'engage à intervenir sur site dans un délai de 48 heures ouvrées, ramené à 24 heures ouvrées en cas d'anomalie bloquante suivant l'appel ou le courriel du CEA.

De plus le Titulaire s'engage à un délai maximal de résolution de 5 jours ouvrés à compter du 1^{er} jour de son intervention sur site.

En tout état de cause, il s'engage à trouver une solution de contournement sous 1 jour ouvré.

Au titre de la garantie, le Titulaire est amené à intervenir sur le site du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30.

21.4 Contrôle de l'exécution des prestations dans le cadre de la garantie

Chaque intervention du Titulaire, dans le cadre de la garantie, donne lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui sont à échanger ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un fonctionnement correct de l'Equipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires, sont signés par le Titulaire et par le CEA.

- La garantie s'applique également aux modifications effectuées par le Titulaire. La durée de la garantie sur l'ensemble de l'Equipement est prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Equipement n'a pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.
- Au cours de la garantie, le Titulaire maintient à jour tous les logiciels permettant l'exploitation de l'Equipement.

21.5 Garantie des pièces détachées

Les pièces détachées et sous-ensembles fournis dans le cadre de la garantie, en remplacement des pièces défectueuses, sont garantis douze (12) mois fermes à compter de leur date de réception sur le site du CEA. Les dispositions relatives à la garantie figurent au chapitre 11 des CGA.

La date de démarrage de la garantie est précisée sur la fiche d'intervention remise au service utilisateur.

ARTICLE 21 - MAINTENANCE (OPTION) ET SUIVI

Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de l'Équipement et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 ans à compter de la date de la fin de la période de garantie de l'Équipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

En cas de levée d'option, les prestations de maintenance sont exécutées comme suit :

22.1 Durée de la maintenance

La maintenance préventive et curative de l'Équipement prend effet pour 3 ans au-delà de la période de garantie.

22.2 Etendue des prestations de maintenance

22.2.1 Maintenance préventive

Le Titulaire s'engage à effectuer 1 visite de maintenance préventive par an sur l'Équipement. Elle est destinée à assurer le fonctionnement de l'Équipement dans ses caractéristiques d'origine et à réduire le risque de panne au minimum.

Au cours de cette visite le Titulaire procédera notamment :

- A l'inspection minutieuse de l'Équipement,
- Au nettoyage, au réglage et à la vérification des divers éléments,
- A la lubrification des parties mécaniques, si nécessaire,
- Aux contrôles et modifications de sécurité mécaniques et électriques,
- A la fourniture et au remplacement de toute pièce détachée et de tout sous-ensemble défectueux,
- Aux mises à jour techniques préconisées par l'usine pour accroître la fiabilité et la sécurité de l'Équipement,
- Aux mises à jour des logiciels acquis avec l'Équipement (n'apportant pas d'extension des fonctions des appareils),
- Au contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble,
- Aux inspections de sécurité,

- A la remise de la checklist des opérations effectuées dans le cadre de la maintenance préventive.

Le Titulaire propose toutes modifications éventuelles pouvant améliorer le fonctionnement de l'Equipement.

Le Titulaire présente dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de levée de l'option par le CEA un calendrier annuel d'interventions qui est soumis au CEA pour accord. Toute modification de ce calendrier doit être signalée une semaine à l'avance.

22.2.2 Maintenance curative

Le nombre d'interventions et de déplacements au titre du forfait de maintenance curative (option n°1) est fixé à 2 par an.

Au-delà de ce nombre d'interventions annuelles, les prestations seront réalisées au bordereau de prix unitaires.

La maintenance curative est déclenchée sur appel du CEA. Elle fait l'objet d'une intervention sous xx heures ouvrées et comprend :

- Le diagnostic complet de la panne,
- L'échange standard ou la réparation des pièces courantes,
- La remise en conditions opérationnelles de l'Equipement suivant les spécifications initiales,
- La restauration des réglages du CEA après l'intervention.

La résolution pérenne des pannes est effectuée à xx jours ouvrés suivant le diagnostic, indépendamment du nombre de déplacements nécessaires.

22.3 Contrôle de l'exécution des prestations de maintenance

Chaque intervention du Titulaire (entretien préventif, dépannages sur le site du CEA, dans ses ateliers ou dans ceux de ses sous-traitants) donne lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui sont à échanger ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un fonctionnement correct de l'Equipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires sont signés par le Titulaire et par le CEA. Ils doivent être remis au CEA au plus tard huit (8) jours après l'intervention.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations à sa charge dans le cadre du présent marché. Toute prestation reconnue défectueuse est reprise par le Titulaire dans les délais les plus brefs et à ses frais.

22.4 Fourniture de pièces détachées

Les pièces détachées nécessaires à l'entretien et au dépannage de l'Equipement sont fournies par le Titulaire dans le cadre du forfait et mises en place au cours des visites d'entretien et de celles des dépannages.

Les pièces détachées doivent être, sinon identiques, au moins de qualité et/ou de performance équivalentes aux pièces changées.

ARTICLE 22 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses connaissances propres telles que définies à l'article 12 des CGA.

ARTICLE 23 - CORRESPONDANTS

Durant l'exécution des prestations objet du présent marché, les interlocuteurs CEA sont :

Au plan technique :

M. Etienne GENDRE

☎ 02.47.34.46.82

E-mail etienne.gendre@cea.fr

Au plan commercial et financier :

Mme FISSON Pauline

☎ 02.47.34.45.48

E-mail pauline.fisson@cea.fr

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

ARTICLE 24 - CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à protéger la confidentialité des informations ou supports du CEA dans les conditions définies à l'article 11 des CGA. Les informations ou supports du CEA portant les mentions « diffusion limitée » ou « confidentiel + portée¹ » sont des Informations Confidentielles.

Si le Marché implique l'échange d'informations ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte » entre le CEA et le Titulaire, les conditions définies par les paragraphes infra s'appliquent.

Le Marché est un marché qui implique l'accès ou la détention d'Informations ou Supports Protégés (ISP) de niveau maximum Diffusion Restreinte, au sens de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles, ainsi qu'au sens de de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »).

1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du Marché la protection des Informations ou Supports Protégés (ISP), qu'il sera amené à gérer dans le cadre de l'exécution du Marché.

¹ La « Portée » vise à caractériser le domaine d'application ou la portée de la diffusion.

2. Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
 - de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »),
 - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles,
 - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »),
 - des Dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte, référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188, dans leur version applicable.
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.

3. Le Titulaire s'engage à assurer la confidentialité des ISP, portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du Marché.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation préalable écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit Marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties au Marché.

4. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel (non habilité) appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
 - de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
 - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles.

- de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les ISP de niveau Diffusion Restreinte qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée (ou le cas échéant des personnels habilités) accèdent aux ISP. Le Titulaire s'engage à présenter au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus sur simple demande du CEA.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité des informations ou supports transmis par le CEA et à répercuter à ses personnels cette obligation de confidentialité.

5. Les échanges d'ISP de niveau Diffusion Restreinte par messagerie doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral ou « Zed » de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

S'agissant de la maîtrise des échanges et supports autorisés, les règles suivantes s'appliquent à tous les acteurs du Marché, le CEA, le Titulaire, y compris ses éventuels cotraitant(s) et/ou sous-traitant(s) :

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION LIMITEE OU CONFIDENTIEL + portée (ex « DIFFUSION ORDINAIRE »)
Messagerie électronique	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la sensibilité le nécessite (accord préalable CEA avant diffusion)
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, Wetransfer, Google Drive, etc...)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par le CEA DAM (OCSSI) Conteneur chiffré	
En attachement à un service externalisé (WebEx, etc...)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la

DVDrom ou CDrom		sensibilité le nécessite (accord préalable CEA avant diffusion)
-----------------	--	-----------------------------------------------------------------------

6. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations du présent Marché est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA.

7. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

8. Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du Marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent Marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde, à l'aide d'outils agréés par l'ANSSI.

9. Si dans le cadre de l'exécution du Marché, le Titulaire est amené à se rendre dans une zone CEA abritant des ISC, le CEA pourra mener préalablement une enquête administrative.

Fait à MONTS

(en deux exemplaires originaux)

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

ANNEXE 1 - PROCES VERBAL DE RECEPTION

PROCES VERBAL DE RECEPTION

COMMANDE N° :

DEMANDE D'ACHAT N° :

FOURNISSEUR :

OBJET :

Je soussigné, , pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la commande sus-désignée en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

☐ N'est pas prononcée.

☐ Est prononcée :

☐ Avec réserve(s) :

- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. ⁽¹⁾

- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). ⁽¹⁾

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de à compter de ce jour.

☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A , le

Le Titulaire

Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le Ripault

CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A , LE

Le Titulaire

Le Maître d'Oeuvre

Pour le CEA Le Ripault

⁽¹⁾ (rayer la mention inutile)

CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>
PROJET	

Fait à : , Le

Le Titulaire

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de
contrat

ANNEXE 2 - ANNEXE FINANCIERE

PROJET